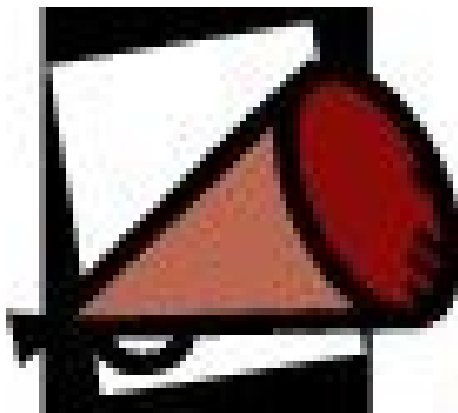


<http://www.pressegauche.org/L-austerite-a-t-elle-contribue-a-la-relance-economique-au-Quebec>



L'austérité a-t-elle contribué à la relance économique au Québec ?

- Économie - Québec -



Date de mise en ligne : mardi 26 juin 2018

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Juin 2018 - Rapport de recherche de l'IRIS. Raphaël Langevin et Emanuel Guay sont chercheur-associé à l'IRIS.

Sommaire

Le gouvernement québécois présente l'embellie économique actuelle comme le résultat favorable de ses politiques budgétaires, et notamment de l'application de mesures dites de « rigueur » ayant permis de résorber le déficit. De fait, ce dernier a maintenu l'approche des finances publiques instaurée au Québec depuis le tournant des années 2000 en matière de politiques économiques. En vertu de celle-ci, le présent gouvernement cherche à stimuler l'investissement privé en réduisant les impôts et les dépenses publiques, en offrant de multiples exemptions fiscales et subventions pour le secteur privé et en haussant la tarification des services. Cette approche conservatrice a guidé tant les gouvernements de Lucien Bouchard, de Jean Charest et de Philippe Couillard. Mais ces politiques favorisent-elles réellement la croissance de l'économie québécoise et le niveau de vie des ménages québécois ? À l'heure où le gouvernement mise sur une « stabilité économique » dont il serait responsable afin d'obtenir sa réélection, les orientations budgétaires des dernières années semblent plutôt génératrices d'instabilité en plus de nuire à la prospérité. À l'aide d'un modèle de type « vecteur autorégressif structurel » (SVAR), cette étude examine l'effet des politiques budgétaires au Québec depuis une quinzaine d'années.

Tiré du rapport de l'IRIS - cliquez sur le lien

<dl class='spip_document_3739 spip_documents spip_documents_left' style='float:left;'>

Principales conclusions

" Il existe une continuité dans les politiques budgétaires et fiscales des gouvernements québécois successifs depuis la fin des années 1990. Cette approche orthodoxe fait appel aux politiques d'austérité pour rééquilibrer les finances publiques.

" Une analyse d'impact budgétaire des 15 dernières années révèle que les politiques de restriction budgétaires ayant été employées lors de cette période ont eu un impact négatif sur la croissance économique, les investissements privés et le revenu disponible des individus.

" Une réduction des dépenses publiques nuit à l'investissement privé tandis qu'une augmentation des taxes et tarifs a un impact négatif sur la croissance économique.

" La période de relance économique que connaît le Québec depuis le début de l'année 2016 n'est pas le résultat des politiques de rigueur budgétaire, mais plutôt le résultat de la hausse de la croissance ontarienne couplée à une hausse de la consommation des ménages et des investissements publics et privés.

Conclusion du rapport de recherche

L'austérité a-t-elle contribué à la relance économique au Québec ?

Cette étude visait à mieux comprendre l'évolution récente de l'économie québécoise, en cernant dans quelle mesure les politiques d'austérité mises de l'avant par les gouvernements Charest, Marois et Couillard ont eu les conséquences économiques officiellement souhaitées. Notre étude a d'abord permis d'établir que les politiques budgétaires du gouvernement Couillard, bien loin de représenter une rupture dans l'histoire politique récente du Québec, s'inscrivaient dans le prolongement des mesures instaurées par les gouvernements précédents. Après avoir décrit les différentes mesures « austéritaires » utilisées abondamment lors des 20 dernières années, un survol de la littérature économique nous a montré qu'il n'existe aucun consensus concernant les conséquences économiques de ces différentes approches dans les économies développées. Nous avons ensuite mené notre propre analyse d'impact des mesures d'austérité sur l'économie québécoise en employant un modèle de type vecteur autorégressif structurel, modèle souvent utilisé afin de réaliser des analyses d'impact budgétaire. Nos résultats nous permettent d'arriver aux conclusions générales suivantes :

1. Les politiques de restriction budgétaire visant à réduire les dépenses publiques, et notamment les dépenses publiques d'investissement, pour en arriver à l'équilibre budgétaire auraient eu des effets néfastes sur la croissance économique et sur le revenu disponible des individus au cours des 15 dernières années.
2. Il n'existe probablement aucun effet d'éviction des dépenses publiques au Québec, mais plutôt un effet d'entraînement des dépenses publiques sur l'investissement privé. En ce sens, une réduction des dépenses publiques entraîne aussi une réduction des investissements privés, ce qui est doublement néfaste pour la vitalité économique du Québec, autant à court terme qu'à plus long terme.
3. L'augmentation de l'impôt sur le revenu des particuliers n'aurait pas l'impact catastrophique sur l'économie québécoise que certains suggèrent. Un tel impôt contribuerait plutôt à mieux répartir les revenus au Québec, ce qui favoriserait la croissance économique tout en augmentant le revenu disponible des ménages, sans avoir d'impact néfaste à long terme sur le marché de l'emploi.
4. L'augmentation des impôts indirects (les taxes à la consommation et les tarifs) aurait des impacts négatifs sur l'économie québécoise, autant à court terme qu'à plus long terme, ce qui est en complète contradiction avec les postulats des récentes réformes fiscales appliquées au Québec, selon lesquels abaisser les impôts afin d'augmenter les taxes stimulerait l'économie. À l'inverse, hausser les impôts sur le revenu des particuliers pour réduire les impôts indirects serait, selon nos résultats, une politique davantage favorable à la croissance économique.
5. L'augmentation de l'impôt des sociétés et des entreprises publiques (net des subventions) aurait un impact néfaste sur l'économie québécoise, ce qui est cohérent avec la documentation sur le sujet. Toutefois, nos résultats nous permettent aussi de croire que les montants offerts en subventions aux entreprises ne sont pas forcément utilisés afin d'être réinvestis dans l'entreprise ou afin de générer de l'emploi sur le long terme.
6. L'augmentation du solde budgétaire (par la réduction du déficit ou la création de surplus) n'aurait aucun impact à long terme sur les paiements en service de la dette. Une hausse des taux d'intérêt par le biais du taux directeur augmenterait toutefois le service de la dette, autant à court terme qu'à long terme.
7. La période de relance économique que connaît le Québec depuis le début de l'année 2016 ne serait pas le fruit d'une bonne gestion des finances publiques de la part du gouvernement en place, mais résulterait plutôt d'une croissance ontarienne plus forte couplée à une hausse des investissements publics et privés dès 2016, entraînant une hausse du revenu disponible et de la consommation des ménages.

Ces résultats tendent ainsi à réfuter les affirmations du gouvernement Couillard selon lesquelles les politiques

L'austérité a-t-elle contribué à la relance économique au Québec ?

d'austérité ont permis une relance de l'économie au Québec, et ils rejoignent les résultats obtenus dans des études précédentes de l'IRIS, soit que les dépenses publiques de consommation et d'investissement sont un facteur déterminant dans la relance et le maintien de la stabilité économique au Québec¹⁰⁵. En fait, il semblerait que le gouvernement Couillard manifeste le syndrome du « pompier pyromane ». En effet, la baisse des dépenses publiques d'investissement et la hausse des impôts des PME sont des exemples de politiques néfastes à long terme pour l'économie québécoise. Elles ont été mises en place en début de mandat afin de mieux les enlever en fin de mandat, cela faisant même dire au premier ministre que son gouvernement aurait « sauvé le Québec¹⁰⁶ ». Un tel constat mériterait d'être pris davantage en compte dans les discussions publiques sur l'évolution économique du Québec et sur les mesures à prendre pour que cette évolution soit bénéfique pour tous et pour toutes